

SYNDICAT DES IMAMS

La révision du statut, principale revendication de la coordination

Les imams revendiquent un statut devant leur permettre de bénéficier d'une «amélioration sensible de leur situation socioprofessionnelle». C'est le message clé que voulait transmettre le SG de la Coordination nationale des imams et des fonctionnaires des affaires religieuses, Cheikh Djelloul Hadjimi dans un entretien à l'APS.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Pour le Sg de la coordination des imams, les priorités actuelles sont notamment «la révision du statut de l'imam, l'abrogation de l'article sanctionnant ce dernier, la révision de la grille des salaires et des promotions, la prise en charge des élèves des zaouïas et des écoles coraniques, la défense du patrimoine islamique et l'unification de l'imamat dans les mosquées». Pour Cheikh Djelloul Hadjimi, la mission principale de cette structure syndicale créée à la mi-mars 2013, consiste à «réhabiliter l'imam, en lui assurant les conditions socioprofessionnelles lui permettant de s'acquitter pleinement de son rôle au sein de la société». Il s'agira selon la même source, de défendre de manière «raisonnable» et «objective» les droits légitimes des imams et fonctionnaires des affaires religieuses en vue

d'améliorer leur situation socio-professionnelle. C'est dans cette optique, qu'il a plaidé l'urgence de mettre en place la loi sur la profession de l'imamat (fonction d'imam). Cheikh Djelloul, imam de la mosquée Cheikh «Fodil al-Ouartilani» à Alger, a ajouté à ce propos que les imams et les fonctionnaires des affaires religieuses se devaient de s'unir dans le cadre d'une structure syndicale, car à l'instar des travailleurs des autres secteurs, ces derniers sont confrontés à des problèmes socioprofessionnels qui nécessitent des solutions. Il dira aussi que la création d'un syndicat pour les imams a vu le jour sous la bannière de l'UGTA et que le «travail d'une structure syndicale ne se limite pas aux mouvements de grève et de protestation». «Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'imam revendique ses droits sociaux bafoués» et d'ajouter «que la coordination est une instance



Photo : DP

Cheikh Djelloul Hadjimi appelle à la nécessité d'unifier le discours religieux.

officielle, légale et agréée qui se veut un trait d'union entre l'imam et les autorités du pays et non une force de pression». Pour ce qui est des méthodes de protestation et de revendication des droits, le Sg de la coordination des imams a indiqué que la coordination adoptera des «méthodes rationnelles conformes à la religion musulmane et à la loi et qui excluent le

recours à la grève et l'atteinte aux devoirs religieux».

Ainsi, outre le volet social, Cheikh Djelloul a estimé que l'imam, qui contribue à «l'édification de la société algérienne, fait également face à des problèmes ayant pour origine des courants qui menacent la référence religieuse algérienne et auxquels il faut faire face pour mettre les mosquées à l'abri de toute déri-

ve». C'est dans ce cadre, qu'il a indiqué que la coordination «veillera au respect de la référence religieuse nationale dans un cadre civilisé et concerté», tout en soulignant «la nécessité d'unifier le discours religieux dans les mosquées afin d'éviter d'éventuels affrontements religieux pouvant plonger la société dans le chaos».

A. B.

LIEUTENANTS DE POLICE EXTERNES

Sortie de la huitième promotion

Une cérémonie a été organisée, ce jeudi, à Blida en l'honneur de la huitième promotion des lieutenants de police externes de l'École d'application de la Sûreté nationale de Soumaâ. Il s'agit de 592 officiers, dont 61 éléments féminins, ayant suivi une formation théorique et pratique sur différents aspects, tels que le droit, les libertés publiques et les droits de l'homme ainsi que des disciplines sportives nécessaires pour l'efficacité de l'action sur le terrain.

C'est en présence du directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, des ministres de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune, de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Tahmi, de la Solidarité nationale, Souad Bendjaballah, ainsi que du directeur général de la Protection civile, Mustapha Lahbiri, et du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, que les lieutenants promus ont offert un spectacle de parades sportives et des exhibitions de tirs.

Dans son discours, le directeur de l'école d'application de la Sûreté nationale de Soumaâ, le commissaire principal Mohamed Malek, a appelé les 592 éléments à faire preuve de «professionnalisme, d'efficacité et surtout d'une parfaite discipline».

Il est à préciser enfin, que cette promotion a été baptisée du nom du martyr du devoir le lieutenant de police Siouani Kamel, tombé au champ d'honneur le 28 mars 1995, suite à une embuscade tendue par la nébuleuse terroriste, à Metlili, dans la wilaya de Ghardaïa.

M. M.

MÉDICAMENTS GÉNÉRIQUES

Trois nouvelles unités de production pour Saidal

Le groupe pharmaceutique public Saidal se dotera de trois nouvelles unités de production de médicaments génériques. Les contrats de réalisation ont été signés ce jeudi à Alger, en présence du ministre de la Santé et de celui de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise et de la Promotion de l'investissement.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Saidal investit 100 millions d'euros pour la réalisation de trois nouvelles usines de médicaments génériques de toutes les classes thérapeutiques, soit plus de 30 millions d'euros pour chacune. Implantées à Cherchell (Tipasa), à Constantine et à El-Harrach à Alger, les trois unités seront respectivement réalisées par les entreprises italienne Bonatti, espagnole EMTE et algérienne SOFTAL. Leur mise en œuvre est prévue pour 2014 et 2015.

Selon le président-directeur général de Saidal, Derkaoui Boumediène, ces nouvelles unités permettront d'«augmenter la capacité de production de médicaments du groupe Saidal de 75% et aussi de créer de l'emploi dans ces régions».

Rappelant les contrats signés par Saidal en 2012 avec les laboratoires danois Novo Nordisk pour la production d'insuline à l'usine de Constantine



Photo : New Press.

Derkaoui vise à augmenter la capacité de production du médicament du groupe Saidal de 75%.

et la société émiratie, pour la production d'anticancéreux à Sidi Abdallah, il annonce que son groupe prévoit prochainement, le lancement d'appels d'offres pour la réalisation d'une 4^e usine du médicament générique à Annaba, d'un centre de recherche et développement et d'un laboratoire bioéquivalence.

De son côté, le ministre de la Santé, Abdelaziz Ziari, a assuré que la signature de ces trois contrats est synonyme des efforts consentis par l'Etat pour la promotion de l'industrie pharmaceutique en Algérie. Il estime

que cette démarche vise également à renforcer la production nationale en matière de médicaments et permettra ainsi d'atteindre les 70% dans les prochaines années.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie, Cherif Rahmani, qualifie ces contrats de «grand détour» pour la réforme de l'industrie nationale.

«Ce partenariat permettra d'élever la production nationale en matière de médicaments génériques et réduire ainsi la dépendance de l'Algérie, de l'importation de ces produits», dit-il.

R. N.